



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Saint-Denis, le 23 Mars 2018

**Plus de 25.000 Manifestants et 40% de grévistes à la SNCF. Le gouvernement doit entendre les Cheminot-e-s !**

À l'appel de la Fédération SUD-Rail, les cheminot-e-s se sont massivement mis en grève et ont participé tout aussi massivement à la manifestation nationale des cheminots du 22 mars à Paris. Ce sont plus de 25.000 cheminots et soutiens qui ont défilé pour contester la contre-réforme ferroviaire ultra-libérale et l'ouverture à la concurrence proposés par Edouard PHILIPPE et Elisabeth BORNE.

*Appuyés par les 40% de grévistes, les manifestants ont signifié au gouvernement leur attachement au service public ferroviaire, leur refus d'être stigmatisés par l'exécutif et d'être les boucs émissaires des politiques publiques des transports et de l'organisation de l'entreprise publique SNCF menées depuis des années par la direction SNCF et l'État.*

Après cette journée de mobilisation historique à la SNCF, alors que le gouvernement ne souhaite pas revoir sa copie, *la Fédération SUD-Rail appelle les cheminots à se mettre en grève massivement dès le 3 avril ; à participer aux AG et à décider collectivement des suites à donner.* Seul SUD-Rail donne la possibilité aux cheminot-e-s de pouvoir réaliser la convergence avec les autres secteurs en lutte pour la sauvegarde des services publics, ce que ne permet pas l'autre mode d'action imposé par les autres syndicats de la SNCF.

Les multiples réunions de concertation empilées par le gouvernement en amont de la prochaine session parlementaire, prévue dans la période du 09 au 12 avril 2018, ne sont aujourd'hui que des séances d'explication du texte visant à faire accepter le fond de la réforme. La Fédération SUD-Rail a contribué à une plateforme revendicative commune autour de 8 thèmes très précis : la dette et le financement, la relance du transport de marchandises par fer, le statut de l'entreprise, l'organisation de la production, la ré-internalisation de charge de travail, l'ouverture à la concurrence, les droits sociaux des cheminots, les garanties sociales.

*Le gouvernement doit maintenant accepter de retirer ses ordonnances et ouvrir de véritables négociations sur l'avenir du ferroviaire public sur la base des 8 thèmes proposés par l'ensemble des syndicats représentatifs dans le Groupe Public Ferroviaire.*